

L'outil

DES TRAVAILLEURS

N° 5 - Avril 1972 - 2 F



4.5.6.7.8.9.10

**Renault : des ouvriers
parlent**

Contre le durcissement patronal : reconstruire l'unité de la classe ouvrière

L'assassinat du jeune ouvrier René-Pierre Overney n'est pas un accident. Il doit être replacé dans un contexte plus large : le terrible durcissement de la lutte des classes qui, depuis quelques temps, se dessine dans les usines. A Dunkerque (Creusot-Loire), à Nantes (entreprise Paris), à Saint-Brieuc (le Joint Français), l'occupation passive de l'usine, la grève de longue durée, ne suffit pas à faire céder le patron, qui riposte par des licenciements de militants, l'appel à la « justice », aux C.R.S., à la maîtrise armée. Les grèves dégénèrent en bataille rangées devant les usines, et les ouvriers, désarmés, sont le plus souvent battus.

Bien sûr, l'oppression est une réalité permanente pour les travailleurs : cadences infernales, dictature des chefs, etc... Bien sûr, la répression est chose courante chaque fois que les ouvriers osent engager la lutte. Ce qu'il nous faut comprendre c'est la violence croissante des derniers affrontements : pourquoi le patronat ne veut plus céder, de quelles armes peut-il se servir face à une classe ouvrière qui reste très combative mais aborde la bataille en ordre dispersé.

Le patronat industriel français, affronté au Marché commun, se modernise à toute vitesse, sans se soucier des conséquences désastreuses que cela entraîne pour les conditions de vie des travailleurs. Il y a deux ans, il parvenait à monnayer cette dégradation contre d'illusoire augmentations de salaire. Mais depuis six mois, c'est la crise économique internationale : les patrons ne peuvent plus vendre, alors ils licencient, et en tout cas ils doivent tenir les prix, donc ne plus céder sur les salaires.

Dès lors, pour maintenir l'ordre dans l'usine, il ne reste qu'un moyen : la matraque, ce que Marx appelle « le despotisme d'entreprise ». Il prend des formes différentes.

Brutalement, c'est l'appareil de répression armée pur et simple. Les C.R.S., bien sûr, mais aussi, de plus en plus, des « milices patronales », comme la « volante » de chez Renault, mercenaires embauchés pour faire régner la « discipline ».

Plus subtilement, on constate une tendance à l'organisation massive de la maîtrise en bande de jaunes briseurs de pickets de grève, comme à Dunkerque. Face aux grèves sauvages d'ateliers, les cadres de Billancourt sont mobilisables pour se rendre immédiatement dans l'Île Seguin. La maîtrise de Flins a reçu des bons pour toucher casques et matraques. Une telle

utilisation de ces « couches intermédiaires » que sont la maîtrise et les cadres suppose tout un embrigadement idéologique pour les monter contre les ouvriers.

Mais il y a encore plus inquiétant : les efforts du patronat, parfois couronnés de succès, pour faire passer la ligne de partage entre les deux camps, non plus seulement entre les « couches intermédiaires » et les ouvriers, mais dans la classe ouvrière elle-même : entre les ouvriers professionnels et les O.S., les manœuvres ! A Renault comme ailleurs, tout est prétexte à diviser les ouvriers, à faire du régleur le mouchard de la chaîne. Et pour fracturer ainsi la classe ouvrière, le patron dispose d'un levier puissant : le racisme. Aux Français, la promotion rapide, à de petites responsabilités, aux immigrés, même expérimentés, les années interminables au même poste.

Si la bourgeoisie arrivait à mettre dans son camp et les couches moyennes et la couche supérieure de la classe ouvrière, à les convaincre que leur ennemi, c'est l'O.S., le jeune, l'immigré, et bien souvent l'ouvrière, alors oui, on pourrait parler de fascisme !

Or voici qui est atterrant : la complicité objective du syndicalisme, tout particulièrement la C.G.T. Les lecteurs de « l'Outil » seront sans doute frappés par le ton violemment anti-syndical de ce n° 5. Nous ne l'avons pas voulu. Nous avons simplement donné la parole à des immigrés, à des ouvrières. Et aux nuances des ouvriers professionnels et techniciens (qui avaient le plus souvent la parole dans L'Outil), a succédé la dénonciation virulente. C'est que le syndicalisme, qui organise et défend en France essentiellement les professionnels, n'a pas su ou n'a pas voulu éviter le piège tendu par la bourgeoisie depuis la dernière guerre. Peu à peu, de « comités » en « contrats », son appareil s'est intégré aux institutions de l'Etat. Dans la C.G.T., la politique du PCF n'a fait qu'aggraver cette évolution. Le PCF a choisi la voie électorale, l'alliance des ouvriers français et des cadres, laissant tomber ceux qui ne votent pas (jeunes, immigrés), pour nous conduire à une société comme celle de la Pologne, où ne sont pas remises en cause l'organisation du travail et la hiérarchie capitaliste.

C'est pourquoi, là où le P.C.F. et la C.G.T. sont hégémoniques, dans leur « forteresse ouvrière » de Renault ou dans leurs municipalités, le maintien de l'ordre dans

la perspective des élections les amène à reprendre les méthodes de la bourgeoisie, mêmes celles des facistes.

A Stein-Roubaix, les ouvriers qui ont diffusé « Renault-Vérité » sont exclus de la C.G.T. Au Mans, la « volante » de Renault, c'est la C.G.T.

C'est tout ce réseau répressif (sans compter l'arsenal à mensonge de « l'information » bourgeoise) qui est en jeu dans l'affaire de l'assassinat d'Overney.

A Renault, c'est la révolte contre l'exploitation des O.S. qui a éclaté en mai 71. Mais mal soutenus ou franchement trahis par les syndicats qui ont entretenu les divisions entre catégories, les ouvriers de Renault ont été battus, et s'en souviennent.

Isolés, défiants envers les syndicats, mais sans solution de rechange, ils ne peuvent mener que des luttes d'atelier, comme en peinture, où le Comité de Lutte a su organiser la rotation des postes. Cela, ce début de contrôle ouvrier, la Direction ne peut l'admettre. Alors la répression s'intensifie et, comme pour faire un exemple, Pierrot, militant du Comité de Lutte, récemment licencié, est abattu par la milice patronale.

D'abord c'est la stupéfaction chez les ouvriers. Le P.C.F. et la C.G.T. le présentent comme un agent provocateur et volent au secours de la Direction. La peur paralyse la riposte ouvrière, le comité de lutte est décapité. Courageusement, la C.F.D.T. tente un meeting de riposte seuls 200 ouvriers osent s'y pointer. La maîtrise, avec l'aide de l'appareil C.G.T. de Billancourt, a bien fait son travail de flic. Mais la C.G.T. chante victoire trop tôt : par son attitude inqualifiable elle s'est complètement démasquée, et ne réunira guère plus de monde à « son » meeting, quelques jours plus tard.

C'est peut-être le point positif de toute l'affaire : la C.G.T. (et le P.C.F.) est clairement démasquée chez les ouvriers de Renault-Billancourt, et bien au-delà. Mais entre le comité de lutte, très faible, et la C.F.D.T., hésitante, les ouvriers de Renault n'ont plus rien sur qui compter.

Puis le mouvement révolutionnaire descend dans la rue pour crier sa colère. On croyait les « gauchistes » finis : voilà qu'ils entraînent une foule d'hommes et de femmes démocrates, ils font voler en éclat l'« unité de la gauche » des appareils, ils sont 200 000 à suivre l'enterrement. Même en 68, on n'avait jamais vu ça !

Or, si un tel mouvement confirme l'audience croissante du « gauchisme » notamment dans la jeunesse, il en reflète aussi la crise ; ce n'est plus, comme pour Burgos, un mouvement de masse unitaire, dans le cadre du Secours-Rouge. La forme de ce mouvement ; c'est un *cartel d'organisation* (onze) dont un certain nombre, en enterrent Pierrot, comptait bien aussi enterrer ses idées.

Alors, c'est l'enlèvement de Nogrette par la Nouvelle Résistance Populaire. Horreur et vertueuse indignation chez les bourgeois, festival de l'hypocrisie ! Mais nous, militants révolutionnaires, qu'en pensons-nous ?

D'abord toutes les enquêtes le confirment : les ouvriers ont dans l'ensemble bien accueilli cette action, les techniciens et cadres étant dans l'ensemble contre. Dans bien des ateliers, dans bien des services, les travailleurs ont rêvé en rigolant que ça pourrait bien aussi arriver à leur chef. C'est particulièrement le cas pour les immigrés à Billancourt, où face à l'emprise de la peur, ce fut le seul geste possible.

C'est pourquoi les critiques venues tant de la bourgeoisie que d'une certaine « gauche » (« digne d'un pays de sauvage », « on n'est pas au Brésil » « les ouvriers ne peuvent comprendre... ») ne tiennent pas debout et trahissent l'aversion de ces gens pour la violence révolutionnaire. Mais oui, Billancourt, c'est un pays de sauvages, où on tire sur ceux qui bougent !

Il reste que les ouvriers n'ont pas compris la libération brusquée de Nogrette, cette épreuve de force engagée sans perspective, « pour le symbole » et non pour vaincre. Il reste que bien des ouvriers combattifs qui se préparaient à « faire quelque chose » dans leur boîte se sont trouvés complètement désarçonnés : on leur coupait l'herbe sous le pied. En se substituant aux ouvriers, en agissant à leur place, la N.R.P. les cantonne dans un rôle de spectateurs émerveillés par les exploits de Zorro. C'est sur ces deux points-là que nous devons la critiquer.

Quant au mouvement de masse qui s'était créé derrière le cercueil d'Overney, il a bien sûr éclaté avec le front des révolutionnaires. Seule pouvait lui donner un prolongement une campagne populaire d'enquête et de dénonciation de Renault, de mobilisation pour la défense des ouvriers emprisonnés, par exemple sous la forme des « groupes d'information Renault » que nous avons proposé dans le numéro spécial « Renault-Vérité ». Mais là encore, la N.R.P., en jouant seule, sans contrôle et sans participation des masses, a contribué à casser le ressort.

C'est pourquoi, l'enlèvement de Nogrette, s'il n'est pas une faute (puisque'il a été bien compris par les ouvriers), reste une erreur politique.

Alors aujourd'hui que faire ?

Comment reconstruire l'unité de la classe ouvrière autour de sa fraction la plus exploitée, pour contraindre ensuite les cadres à choisir clairement leur camp ?

Comment s'organiser, pour assurer la prise en charge réelle par les travailleurs de leur propre lutte, en combinant la combativité des O.S. et l'expérience, la ténacité des ouvriers qualifiés ?

Faut-il se regrouper dans les sections syndicales démocratiques, par exemple à la C.F.D.T., ou créer de nouvelles structures ?

Comment préparer, face à la violence patronale, l'autodéfense armée des ouvriers ? Comment organiser, face à l'obstination patronale, l'unité populaire pour soutenir les luttes ouvrières ?

Comment contre-attaquer ?

Tels sont les problèmes de l'heure pour la gauche ouvrière. Les bilans de Lyon Penarroya, Dunkerque, Saint-Brieuc, Nantes nous aiderons à y voir plus clair. L'Outil se propose de contribuer au débat.